Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

États financiers
Le 31 mars 2009

PRICEWATERHOUSECOOPERS

PricewaterhouseCoopers LLP
Chartered Accountants
Summit Place
1601 Lower Water Street, Suite 400
Halifax, Nova Scotia
Canada B3J 3P6
Telephone +1 (902) 491 7400
Facsimile +1 (902) 422 1166

Le 4 juin 2009

Rapport des vérificateurs

Aux membres de la
Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Nous avons vérifié le bilan de la **Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes** (la *«Commission»)* au 31 mars 2009, ainsi que les états des fonds engagés, des recettes et des dépenses - subventions et des recettes et des dépenses - administration pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 mars 2009, ainsi que les résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date conformément aux conventions comptables généralement reconnues au Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés

"PricewaterhouseCoopers" refers to PricewaterhouseCoopers LLP, an Ontario limited liability partnership, or, as the context requires, the PricewaterhouseCoopers global network or other member firms of the network, each of which is a separate and independent legal entity.

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Bilan au 31 mars 2008

	2009 $	2008 $
Actif		
Encaisse	1 063 634	1 495 812
Frais payés d'avance	79 306	118 642
Montants à recevoir		
Gouvernement du Canada	14 235 768	18 461 579
Nouveau-Brunswick	24 415 271	20 172 918
Terre-Neuve	204 000	–
Nouvelle-Écosse	153 878	133 083
Île-du-Prince-Édouard	494 714	805 403
Montant à recevoir du Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	39 500	–
Autres comptes débiteurs	77,234	171 902
	40 763 305	41 359 339
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer	40 306	56 134
Montant à verser au Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	–	6 518
Sommes à verser aux établissements		
Subventions de fonctionnement	3 615 633	3 489 986
Subventions de capital	3 289 888	3 710 468
Autres	13 657 298	17 445 299
	20 562 819	24 645 753
Recettes différées	116 848	246 544
	20 719 973	24 954 949
Fonds engagés		
Subventions de fonctionnement	14 540 180	12 332 330
Subventions de capital	5 503 152	4 072 060
	20 043 332	16 404 390
	40 763 305	41 359 339

Engagements (note 5)

Au nom de la Commission,

_____ Membre

_____ Membre

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des fonds engagés

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

					2009	2008
	Nouveau-Brunswick $	Nouvelle-Écosse $	Île-du-Prince-Édouard $	Autres $	Total $	Total $
Subventions de fonctionnement						
Solde au début de l'exercice	10 851 695	143 460	1 334 675	2 500	12 332 330	10 065 092
Augmentation nette (diminution) pour l'exercice	2 253 789	–	(5 939)	–	2 247 850	2 354 281
Virement à capital	–	–	–	–	–	(47 043)
Virement à l'administration	(40 000)	–	–	–	(40 000)	(40 000)
Solde à la fin de l'exercice	13 065 484	143 460	1 328 736	2 500	14 540 180	12 332 330
Subventions de capital						
Solde au début de l'exercice	4 072 060	–	–	–	4 072 060	3 509 384
Augmentation nette (diminution) pour l'exercice	1 430 000	–	1 092	–	1 431 092	515 633
Virement de capital	–	–	–	–	–	47 043
Solde à la fin de l'exercice	5 502 060	–	1 092	–	5 503 152	4 072 060
Fonds engagés à la fin de l'exercice	18 567 544	143 460	1 329 828	2 500	20 043 332	16 404 390

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des recettes et dépenses - subventions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

	Nouveau-Brunswick		Nouvelle-Écosse (note 1)		Île-du-Prince-Édouard		Autres		Total	
	2009 $	2008 $	2009 $	2008 $	2009 $	2008 $	2009 $	2008 $	2009 $	2008 $
Subventions de fonctionnement										
Recettes										
Subventions										
Sans restrictions	111 242 305	245 923 590	173 750	133 083	47 179 825	42 075 481	–	–	158 595 880	288 132 154
Avec restrictions	9 118 071	8 852 551	–	–	1 134 700	1 334 700	–	–	10 252 771	10 187 251
Autres	–	–	–	–	–	–	6 669 035	6 840 207	6 669 035	6 840 207
	120 360 376	254 776 141	173 750	133 083	48 314 525	43 410 181	6 669 035	6 840 207	175 517 686	305 159 612
Dépenses										
Subventions										
Sans restrictions (Tableau A)	109 207 558	244 492 515	173 750	139 137	47 184 001	42 113 125	–	–	156 565 309	286 744 777
Avec restrictions (Tableau B)	8 899 029	8 032 295	–	–	1 136 463	1 188 052	–	–	10 035 492	9 220 347
Autres (note 2)	–	–	–	–	–	–	6 669 035	6 840 207	6 669 035	6 840 207
	118 106 587	252 524 810	173 750	139 137	48 320 464	43 301 177	6 669 035	6 840 207	173 269 836	302 805 331
Augmentation nette (diminution) pour l'exercice	2 253 789	2 251 331	–	(6 054)	(5 939)	109 004	–	–	2 247 850	2 354 281
Subventions de capital										
Recettes	2 500 000	18 670 000	–	–	760 900	1 769 300	–	–	3 260 900	20 439 300
Dépenses (Tableau C)	1 070 000	17 777 867	–	–	759 808	2 145 800	–	–	1 829 808	19 923 667
Augmentation nette (diminution) pour l'exercice	1 430 000	892 133	–	–	1 092	(376 500)	–	–	1 431 092	515 633

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des recettes et dépenses - administration

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

	2009 $	2008 $
Recettes		
Contributions		
Nouveau-Brunswick	522 994	518 830
Nouvelle-Écosse	655 656	646 019
Île-du-Prince-Édouard	96 945	94 447
Virement des réserves de fonctionnement		
Nouveau-Brunswick	40 000	40 000
Recettes des projets	154 932	261 099
	1 470 527	1 560 395
Dépenses		
Salaires et charges sociales	984 575	960 554
Location des bureaux	97 457	109 092
Services professionnels	43 849	118 641
Déplacement		
Membres du conseil	19 871	14 042
Autres	29 450	38 947
Allocation quotidienne	3 825	4 575
Projets spéciaux (note 3)	196 690	210 676
Fournitures de bureau-téléphone et poste	31 833	32 698
Mobilier et matériel de bureau	24 870	17 849
Publications	5 070	3 086
Autres	44 167	43 926
	1 481 657	1 554 086
Excédent des recettes sur les dépenses de l'exercise (note 4)	(11 130)	6 309
L'excédent des recettes par rapport aux dépenses (l'excédent des dépenses sur les recettes) est réparti (recouvré) comme suit :		
Excédent des recettes par rapport aux dépenses dû au Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	–	6 309
Financement pour le fonds de pension à recouvrer auprès du Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	(39 500)	–
Montant attribué au financement des coûts futurs des sondages de suivi auprès des diplômés	28 370	–
	(11 130)	6 309

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Notes afférentes aux états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

1 Principales conventions comptables

Contenu de ces états financiers

Conformément aux lois sur la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard-article 18; Nouvelle-Écosse-article 19), les provinces ont le choix de verser les subventions directement aux établissements ou de passer par la Commission. Puisque la province de la Nouvelle-Écosse verse les subventions directement aux établissements de la Nouvelle-Écosse, ces états financiers ne comprennent que les subventions de fonctionnement et de capital versées aux établissements du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Utilisation des prévisions

Les états financiers sont présentés conformément aux conventions comptables généralement reconnues. Ces conventions obligent les gestionnaires à faire des prévisions et des hypothèses qui peuvent influer sur le montant de l'actif et du passif rapporté, sur les éléments de passif éventuel à la date de présentation des états financiers, ainsi que sur le montant des recettes et des dépenses pour la période faisant l'objet du rapport. Les résultats réels pourraient ainsi être différents de ceux fournis dans le rapport.

Immobilisations corporelles

La Commission passe en charges les immobilisations au cours de l'année d'acquisition. Si la Commission avait capitalisé et amorti ses immobilisations, son bilan aurait inclus les éléments suivants : matériel et fournitures de bureau, matériel et logiciels informatiques et améliorations locatives, dont la valeur comptable nette aurait été d'environ 80 951 $ (85 863 $ en 2008).

Régime de retraite

La Commission participe au *Régime de retraite du Conseil des premiers ministres de l'Atlantique et des employeurs participants.* On constate une charge de retraite lorsque l'on fait ou que l'on doit les contributions. Durant la période, la Commission a constaté une charge de retraite de 159 202 $ (122 386 $ en 2008).

Instruments financiers

La Commission a évalué la juste valeur de ses instruments financiers en fonction des taux d'intérêt et de la valeur marchande actuels ainsi que du prix courant des instruments financiers assortis de conditions similaires. Les instruments financiers consistent en des sommes à recevoir qui se solderont en de futures rentrées de fonds, ainsi qu'en des sommes à payer qui entraîneront de futures dépenses.

Effectuées à un moment précis, les estimations de la juste valeur reposent sur des renseignements pertinents sur les marchés et des renseignements sur les instruments financiers. Elles sont d'ordre subjectif, comportent des incertitudes et nécessitent une grande part d'interprétation. Par conséquent, elles sont difficiles à évaluer avec précision. Toute modification des hypothèses de base pourrait avoir une incidence sur celles-ci.

La juste valeur des sommes à recevoir et à payer équivaut approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

1 Principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers (suite)

La Commission s'expose à des risques de crédit normaux en ce qui concerne ses sommes à recevoir. Des provisions pour créances irrécouvrables potentielles sont maintenues et aucune perte de ce type n'a été constatée à ce jour. La direction soutient que la Commission ne s'expose à aucun risque de crédit important et qu'aucune provision pour créances douteuses n'a été consignée aux comptes.

Modifications aux normes comptables

Informations à fournir concernant le capital

Depuis le 1er avril 2008, la Commission a adopté les nouvelles normes énoncées au chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », du *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés* (ICCA). L'objet est de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la capacité de l'entité à respecter les exigences externes en matière de capital.

2 Autres activités

Au cours de l'exercice la Commission a déboursé des fonds au titre de ce qui suit :

	2009 $	2008 $
Gouvernement du Canada - contributions aux établissements sous l'Entente Canada/Nouveau-Brunswick sur les langues officielles dans l'enseignement	5 317 028	5 295 487
Gouvernement du Canada – programme de contribution pour l'amélioration de l'accès aux services de santé pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire	949 650	1 043 917
Province de l'Île-du-Prince-Édouard – Places dans les programmes de réhabilitation	166 250	142 500
Province de l'Île-du-Prince-Édouard – Hôpital Victoria General	32 106	136 303
Province de Terre-Neuve et Labrador – Places dans les programmes de réhabilitation	204 000	222 000
	6 669 034	6 840 207

3 Projets spéciaux

	2009 $	2008 $
Sondages des diplômés et diplômées	98 064	54 965
Conférence de la CESPM/Atelier/Collaboration	–	30 779
Autres	98 626	124 932
	196 690	210 676

4 Recettes et dépenses – Administration

L'excédent des recettes sur les dépenses de l'exercice est considéré comme faisant partie du Fonds consolidé et, par conséquent, a été inclus dans le montant à verser au Conseil des premiers ministres de l'Atlantique.

5 Engagements

Locaux à bureaux

Voici les futurs montants annuels minimums à payer pour un bail à long terme d'installations et d'équipement de bureau :

	$
Exercice se terminant le 31 mars 2010	89 782
2011	85 173
2012	85 173
2013	85 173

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions sans restrictions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 **Tableau A**

	2009 $	2008 $
Nouveau-Brunswick		
Établissements		
Collège de technologie forestière des Maritimes	1 931 424	1 890 424
Mount Allison University	6 434 312	9 264 486
St. Thomas University	3 820 540	4 966 511
Université de Moncton	24 838 581	34 610 087
University of New Brunwick	41 020 433	56 626 667
Subvention additionelle aux universités ci-dessus	–	110 000 000
University of Prince Edward Island - Collège vétérinaire de l'Atlantique	5 493 662	4 125 680
	83 538 952	221 483 855
Virements interprovinciaux		
Université de Sherbrooke	1 084 199	1 776 665
Province de Terre-Neuve et Labrador	950 000	950 000
Province de la Nouvelle-Écosse	4 652 700	3 526 700
Province de l'Ontario	19 932	12 633
Dalhousie University	522 145	
Province de Québec	7 193 298	5 997 807
	14 422 274	12 263 805
Subvention en remplacement de l'impôt foncier municipal	11 031 376	10 465 142
Autres	214 956	279 713
	109 207 558	244 492 515
Nouvelle-Écosse		
Virements interprovinciaux		
Province de Québec	173 750	139 137
Île-du-Prince-Édouard		
Établissements		
Holland College	14 007 903	12 657 900
University of Prince Edward Island	27 907 872	25 273 772
	41 915 775	37 931 672
Virements interprovinciaux		
Province de la Nouvelle-Écosse	5 199 100	4 147 840
Province de l'Ontario	5 816	5 816
Province de Québec	63 310	27 797
	5 268 226	4 181 453
	47 184 001	42 113 125
	156 565 309	286 744 777

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions avec restrictions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 **Tableau B**

	2009 $	2008 $
Nouveau-Brunswick		
Collège de technologie forestière des Maritimes	159 808	91 052
Mount Allison University	928 210	898 460
St. Thomas University	435 578	153 033
Université de Moncton	2 612 512	1 972 154
University of New Brunwick	3 978 508	3 740 717
Projet commun – Réseau informatique	784 413	1 176 879
	8 899 029	8 032 295
Île-du-Prince-Édouard		
Holland College	660 658	746 852
University of Prince Edward Island	384 600	384 600
Projet commun – Réseau informatique	91 205	56 600
	1 136 463	1 188 052
	10 035 492	9 220 347

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions de capital

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 **Tableau C**

	2009 $	2008 $
Nouveau-Brunswick		
Mount Allison University	6 699	1 540 770
St. Thomas University	504 102	1 443 460
Université de Moncton	21 917	5 876 155
University of New Brunswick	537 282	8 884 084
Autres	–	33 398
	1 070 000	17 777 867
Île-du-Prince-Édouard		
University of Prince Edward Island	759 808	2 145 800
	1 829 808	19 923 667